

QUELQUES OBSERVATIONS A PROPOS DU CHAPITRE : « 4.3 - UNE AUTRE CONSTRUCTION EUROPÉENNE » DE LA BASE COMMUNE

-1) les tares rédhibitoires de l'actuelle construction européenne ne sont pas que d'ordre économique.

S'y ajoutent notamment ses violations des règles de la démocratie et de la souveraineté populaire. Ainsi, les traités imposent un modèle économique, ce qui doit, en démocratie, relever du choix des citoyens de chaque pays. Par ailleurs, d'importants lieux de pouvoir sont, dans leur conception actuelle, inaccessibles aux citoyens (cf la BCE). De même, l'examen du budget prévisionnel de chaque Etat membre par la Commission et le Conseil, avant tout vote du Parlement national, sommé de suivre les "recommandations"-injonctions des instances de l'UE contrevient à la souveraineté populaire. Ou encore, le non respect des résultats des référendums contestant les orientations officielles est un déni flagrant de démocratie. Etc...Le fait que l'UE se soit construite jusqu'ici à l'abri des peuples est au cœur du problème.

S'y ajoutent également des éléments de politique extérieure, comme, à bien des égards, l'alignement docile de l'UE sur les politiques irresponsables et dangereuses des Etats-Unis ou d'Israël. On constate, plus généralement, l'absence d'initiatives internationales susceptibles de contrer le désordre mondial actuel, et même la participation active à ces tendances lourdes, telles la militarisation des relations internationales, l'alimentation d'un esprit de guerre froide ou l'exploitation des pays du sud. L'UE tourne ainsi le dos à ce qui fut longtemps son image de marque auprès de nombre de gens : être un facteur de paix.

S'y ajoute enfin le naufrage moral que représente l'attitude dominante des Etats membres à l'égard des migrants. Cette dérive illustre dramatiquement une caractéristique plus générale dans l'UE : la disparition de tout esprit de solidarité.

Toutes ces dimensions -et d'autres encore- du modèle européen actuel doivent être explicités, car la bataille pour « changer l'Europe » doit être menée sur chacun de ces fronts.

-2) le résultat du référendum de 2005 ne peut être réduit à l'expression de la colère populaire.

La spécificité de cette expérience exemplaire de démocratie citoyenne sur les enjeux européens a précisément été d'avoir fait appel à l'intelligence de notre peuple, à sa capacité de dépasser la simple colère, pour s'investir dans une démarche constructive en faveur d'une transformation profonde du projet européen, résolument ouvert sur le rapprochement avec les autres peuples européens et la solidarité internationale en général. C'est cette démarche qui doit être celle des communistes, en permanence, sur les questions européennes. C'est la seule voie permettant d'éviter que le rejet légitime de l'UE telle qu'elle existe ne se traduise de plus en plus par un basculement vers l'extrême-droite.

-3) affirmer l'ambition de mener le combat de classe pour en finir avec la domination du capital sur l'Union européenne -ce que nous appelons sa transformation en vue de sa refondation- ne constitue pas une simple "différence" d'opinion avec l'idée de "sortir de l'Union européenne". Il s'agit d'une divergence stratégique sur laquelle le congrès doit se prononcer.

Laisser croire que la "sortie" de l'UE nous libérerait de la domination du capital, c'est oublier que les marchés financiers, les multinationales, le Fonds monétaire international, la guerre économique et monétaire, les délocalisations et la mise en concurrence des travailleurs, etc... existent en dehors de l'UE ! Ce que nous combattons dans l'UE, c'est précisément la part qu'elle prend à cette

mondialisation capitaliste au lieu d'user de son poids potentiel pour imposer d'autres règles dans les relations internationales : plus justes, plus démocratiques, plus coopératives, plus pacifiques.

De même, laisser croire que, dans le monde actuel, le combat de classe se mène, pour l'essentiel, à l'intérieur des frontières nationales, c'est sous-estimer gravement les interdépendances qui caractérisent notre époque dans tous les domaines de la vie.

Enfin, laisser croire que l'éclatement de l'UE -auquel conduirait le départ de la France- dans le contexte actuel serait propice à la construction d'un "autre modèle de coopération", c'est passer sous silence le regain d'agressivité qui en résulterait entre les Etats, la fuite en avant des "dévaluations compétitives" qu'engendrerait le retour aux monnaies nationales à la recherche de la "compétitivité" maximale, et, partant, le risque de flambées nationalistes dont l'actuelle crise de l'UE nous donne un avant-goût.

Naturellement, "changer l'Europe" est un rude combat. Lutter pour transformer la construction européenne, c'est viser en permanence la rupture avec ses fondements de classe codifiés dans les traités et chercher à faire émerger des règles et des valeurs nouvelles : la priorité aux "marchés" doit laisser place à "l'humain d'abord"; la concentration des pouvoirs par un petit cercle de dirigeants doit être combattue au nom du respect de la souveraineté populaire dans chaque nation; le "chacun pour soi" doit être proscrit au profit de la solidarité.

Un exemple concret de cette démarche est la bataille à mener pour transformer la Banque centrale européenne, tant dans son fonctionnement ("l'indépendance" à l'égard de toute autorité publique !) que dans ses missions (l'actuelle utilisation de son pouvoir de créer de l'argent de façon quasi-illimitée au service des banques et du marché financier) : orienter ces ressources phénoménales vers le social, l'écologie et la solidarité est un objectif révolutionnaire. S'efforcer d'en faire une grande question populaire, c'est déjà œuvrer à la transformation de la construction européenne.

D'une façon générale, ambitionner de contribuer à transformer la construction européenne suppose de travailler en permanence à favoriser le rassemblement autour d'objectifs fédérateurs toutes les forces politiques, sociales, associatives, culturelles qui partagent cette aspiration au changement.

Relever ce défi passe, pour cette raison-même, par une bataille d'idées de haut niveau -ce dont nous nous sommes montrés capables dans la campagne de 2005 évoquée plus haut.

Viser cet objectif passe, enfin, par la recherche permanente de convergences avec des forces de progrès d'autres pays européens et, dans toute la mesure du possible, de coopérations avec des alliés d'autres régions du monde. On le voit: c'est toute une stratégie que nous avons à concevoir et à mettre en œuvre : on ne changera pas le monde sans changer l'Europe.

-4) D'une façon générale, si un développement sensible de notre activité, tant interne que publique, sur les enjeux européens est absolument nécessaire, passer sous silence les acquis substantiels construits ces dernières années, dans ce domaine, à l'initiative de la direction du parti, n'aide pas les communistes à s'en saisir pour avancer.

Rappelons donc que les communistes disposent en particulier, depuis 2013, d'un document de référence intitulé « Refonder l'Europe », naturellement susceptible d'être modifié ou enrichi, même si toute l'expérience vécue depuis lors en montre la pertinence et l'actualité. Elaboré collectivement, il a nourri les travaux d'une « Convention nationale pour un nouveau projet européen » (16/11/2013).

Ce texte fournit d'utiles réflexions autour de notions telles que « Une Union de nations et de peuples souverains et associés » ou « Une nouvelle construction européenne à géométrie choisie » . Il explicite « les finalités d'une Europe refondée ». Il rappelle les fondements d'une Europe démocratique. Il souligne notre conception des obligations d'une telle Union en matière de libertés, de droits fondamentaux, d'égalité des genres. Il détaille les enjeux des transformations à opérer dans l'UE en ce qui concerne les jeunes. Il précise ce que nous entendons par « Europe sociale ». Il développe les potentialités liées à une autre conception du rôle de la BCE , pour un essor des services publics, et présente la proposition majeure du PCF de la création d'un « Fonds de développement social et écologique européen ». Il ouvre des pistes visant à « « impulser la transition écologique ». Il insiste sur l'importance d'une politique culturelle européenne soustraite à la loi du marché et consacre une place importante aux différents axes d' « une Europe de la connaissance ». Il traite des changements à apporter à la politique agricole commune, à la politique de la mer et des pêches ainsi que des conditions à créer pour « l'essor d'industries et de services créateurs d'emplois et répondant aux enjeux de notre époque ». Il aborde l'enjeu de « nouveaux rapports France-Allemagne-Europe du sud ». Il détaille notre conception d'une nouvelle politique migratoire européenne. Il consacre un long développement au rôle à faire jouer à l'UE sur la scène internationale, à commencer par « les régions géographiquement, historiquement ou culturellement proches ». Il passe en revue tant le rôle que pourrait jouer la France que la place des luttes sociales et politiques, des partis européens tels le PGE et des élu.e.s au Parlement européen, notamment du groupe de la Gauche unitaire européenne, « pour modifier les rapports de force dans une perspective de changements profonds »...

Loin d'ignorer cet acquis, il est plus crucial que jamais d'en faire le bien commun de tous les communistes. Non comme un texte sacré intangible, mais comme une base de réflexion collective susceptible de mises à jour régulières.

Quand aux initiatives les plus marquantes prises par la direction du parti sur ces questions, elles ne peuvent pas davantage être ignorées car leur rayonnement dépend en premier lieu de leur valorisation par les communistes.

Citons, à cet égard, outre les initiatives du Parti de la Gauche européenne (PGE) et celles du groupe de la Gauche unitaire européenne (GUE) au Parlement européen auxquelles nous avons activement contribué, la création -sur proposition de Pierre Laurent au dernier congrès du PGE- d'un « Forum progressiste européen » réunissant chaque année dans une autre ville européenne des militants et militantes de forces de gauche allant bien au-delà du PGE , des syndicalistes et des citoyens et citoyennes engagés sur le plan associatif, unis sur un point essentiel : l'urgence de changer l'Europe.

La première édition de ce Forum a eu lieu à Marseille en novembre 2017. Elle a rassemblé , durant deux jours, plus de 400 personnes représentant une centaine d'organisations, parmi lesquelles , en plus de nos partenaires européens habituels, de nouveaux amis qui n'avaient encore jamais eu l'occasion de débattre avec nous , telle une délégation de députés britanniques proches de Jérémy Corbyn. Le même échange d'expériences et le même brassage d'idées va avoir lieu, dans le cadre du deuxième Forum de ce genre, [le 11 novembre](#) prochain à Bilbao, en Espagne.

Faire partager largement les retombées hautement positives de ces initiatives fait partie de nos responsabilités.

Francis Wurtz, fédération du Haut-Rhin